



Pour plus d'informations : <http://www.regionsfoodsummit.org/>

Session thématique 2

«Quelles actions des régions pour lutter contre le développement de la malnutrition?»

18 janvier 2010 – 14h30-18h30

SYNTHESE

Président : M. Paul Carrasco, Président de l'Organisation Latino Américaine des Gouvernements Intermédiaires

Coordinatrices : Mme Florence Egal, Division de la nutrition et de la protection des consommateurs et Mme Marie Imbs, Chargée de mission sécurité alimentaire, FOGAR

Rapporteur : Dr. Babacar Ndoye, Directeur Général de l'Institut de Technologie Alimentaire, Sénégal

Dans un monde affecté par la crise des prix alimentaires de 2008 et la crise financière économique de 2009, le problème de la malnutrition fait à nouveau la une de l'actualité. Malgré les efforts entrepris, notamment au cours des dix dernières années, non seulement les progrès escomptés ne se sont pas matérialisés mais la situation s'est en fait aggravée. Dans la plupart des Régions du monde, la population tant rurale qu'urbaine fait face au double fardeau de la malnutrition : persistance ou aggravation des carences en macro- et en micronutriments et épidémie de maladies chroniques liées à l'alimentation. Cette situation est inacceptable du point de vue humain et a des conséquences immédiates et à long terme en matière de développement et de coûts sociaux que les Etats ne peuvent pas se permettre. L'objet de cette session thématique était d'informer les participants tant sur les enjeux internationaux que sur les expériences régionales pour engager un dialogue, jeter les bases d'un réseau et discuter des étapes concrètes à suivre pour donner aux Régions les moyens de jouer le rôle qu'elles seules peuvent jouer.

La synthèse suivante résume les différentes interventions des experts et des représentants régionaux et locaux, reprend les points clés des débats et fournit les recommandations mises en évidence par les participants à cette session pour démultiplier les actions régionales en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire.

A. Synthèse des présentations¹ :

1. Lutte contre la malnutrition : perspectives actuelles et expériences récentes, Mme Florence Egal, Expert en sécurité alimentaire, nutrition et moyens d'existences, FAO

Les crises alimentaires, les émeutes et la crise financière ont eu un effet néfaste sur l'alimentation, le changement de régime alimentaire et le développement des maladies chroniques. Le développement local a un rôle clé à jouer pour relever ce défi. Il faut également un partenariat explicite entre les Régions. La lutte contre la malnutrition constitue en effet le premier pas de la lutte contre la pauvreté. La sécurité alimentaire et la santé publique doivent travailler ensemble au niveau local pour l'éradication de la malnutrition. Les partenaires financiers sont intéressés, pour la plupart, par la nutrition et veulent l'articulation entre la santé publique et l'agriculture. Il faut une approche participative basée sur les droits de l'homme, un bon ciblage

¹ Les présentations complètes des différents intervenants sont disponibles sur le site internet du sommet dans la rubrique « documents fondamentaux » : <http://www.regionsfoodsummit.org/>

EN PARTENARIAT AVEC



au niveau régional, le développement de la décentralisation et l'implication des sociétés civiles pour initier des actions durables contre la malnutrition. **La prise en charge au niveau régional permet une meilleure identification des problèmes, la planification des actions à mener et permet de réajuster les programmes déployés.**

2. Province d'Antioquia (Colombie)

Le rôle de la Province d'Antioquia et des autres autorités locales dans la gestion et la mise en œuvre du programme de sécurité alimentaire MANA, **Mme Dora Cécilia Gutierrez Hernandez** et **Dr. Patricia Monsalve**, Responsables pour la sécurité alimentaire et nutrition de la Municipalité de Medellin, Province d'Antioquia (Colombie)

Les politiques de sécurité sanitaires doivent être axées autour d'une politique nationale de lutte contre la malnutrition. La Colombie a pu développer une politique participative autour de la santé et de la nutrition. Dans chaque Région, un comité pluridisciplinaire dépendant du conseil régional est nommé. Il revient à ce comité de prendre en charge la thématique de la malnutrition. Plusieurs communautés faisant partie d'une même Région et ayant des cultures différentes sont favorisées. Cette diversification permet une amélioration de la nutrition au niveau de la Région. Le succès de la Province d'Antioquia montre qu'il est primordial d'avoir une politique qui définit les grandes lignes et que les collectivités locales en gèrent l'application au niveau local. Les conditions d'un tel succès sont: l'oreille attentive des gouvernants, l'identification des zones de malnutrition, l'autonomie des Régions. Cette approche permet d'avoir des réponses adéquates par rapport aux besoins identifiés. Enfin, le développement au niveau régional a l'avantage d'être participatif.

3. Région de l'Est (Paraguay)

Amélioration de l'alimentation familiale et utilisation biologique des aliments dans plus de 900 ménages de la Région orientale du Paraguay - Stratégie nutritionnelle, **Mme Venus Caballero**, Responsable d'Action Contre la Faim pour le genre et les habitudes alimentaires au Paraguay et chef du projet « appui aux organisations de femmes »

Selon l'ONG Action Contre la Faim, la malnutrition est liée à la réduction de la disponibilité alimentaire, à la faible valeur nutritionnelle des aliments et au manque d'éducation nutritionnelle. Des études ont été menées pour comprendre les habitudes et les profils alimentaires ce qui a permis l'élaboration de guides sur les méthodes alimentaires en se basant sur le mode rural. Ce travail s'est fait en alliance avec le ministère de la santé, le ministère de l'éducation et la société civile afin de former des formateurs, élaborer des kits et des manuels de bonne pratique alimentaire. Ces kits ont été conçus de manière participative et le feedback des utilisateurs a été pris en compte pour l'améliorer.

4. Région de l'Est (Cameroun)

Le rôle de l'éducation nutritionnelle dans la lutte contre la malnutrition, **M. Elie Zoyem Kouloug**, Ingénieur Agronome, Coordinateur régional du Programme national de sécurité alimentaire (PNISA) de la FAO pour la Région de l'Est, Cameroun

L'éducation nutritionnelle a un rôle primordial dans la lutte contre la malnutrition. Par l'éducation nutritionnelle, nous pouvons améliorer les habitudes alimentaires, inciter la diversification alimentaire et les bonnes pratiques d'hygiène. Ce focus mis sur l'éducation nutritionnelle est fondamental, car c'est la connaissance de l'alimentation et de ce qui l'entoure qui permet la promotion des produits locaux, l'utilisation des modes de cuisson adaptés et le développement de nouvelles recettes.

Les Régions conçoivent des stratégies claires de lutte qui permettent de mettre en exergue les cultures locales et les alliances public-privé.

- ❖ Le développement local a été organisé dans la plupart des Régions sur le plan politique mais beaucoup de choses restent à faire sur le plan financier pour que la décentralisation soit effective.
- ❖ La saisonnalité de la sécurité sanitaire est également à prendre en charge dans les Régions où l'agriculture est basée sur la pluviométrie.

5. Commune de Waspam (Nicaragua) - Région Catalogne (Espagne)

Partenariat pour l'identification des carences, l'amélioration de la diversification alimentaire, la formation et le respect des régimes traditionnels, **M. Abdon Espinoza**, Responsable du projet à la représentation de la FAO, Nicaragua

L'expérience se passe dans la Région autonome de l'Atlantique nord du Nicaragua extrêmement pauvre avec des rendements cultureux très faibles et une diversification insuffisante de la production. Un projet visant à améliorer la diversité et à augmenter les sources de revenu des habitants est mis en œuvre pour

améliorer la nutrition. Des écoles pour les agriculteurs sont ouvertes pour faciliter les échanges entre agriculteurs et promoteurs. Des champs d'expérimentation sont utilisés pour démontrer le travail. Ces agriculteurs formés ont ensuite la charge de démultiplier les connaissances acquises au niveau des autres localités. Ce modèle conçu et conforme aux besoins des localités a permis d'accéder à la sécurité alimentaire.

6. Département de Titao (Burkina Faso) et Région de Maradi (Niger)

Malnutrition dans les pays du Sahel. Une problématique saisonnière et récurrente chez les jeunes enfants : Perspectives, **Mme Nathalie Ernoult**, Chargée de programmes nutritionnels, Médecins Sans Frontières

A côté de la stratégie curative, il y a une stratégie préventive par la nutrition pour lutter contre les causes immédiates de la malnutrition qui touchent l'individu et les causes sous-jacentes qui touchent la communauté. Il y a une problématique de « saison de la faim » et des stratégies participatives permettent de l'éviter. En période de soudure, il faut activer les filets sociaux (transfert de tickets, d'argent ou de nourriture aux familles).

Le traitement des cas de malnutrition ne peut plus se faire dans les centres de récupération nutritionnelle conventionnels, ce traitement est maintenant décentralisé au niveau des communautés. Les communautés développent leurs propres unités de production d'aliments de compléments, avec leur propre main d'œuvre ce qui leur permet de générer par la même occasion des ressources financières.

7. District de Kampala (Ouganda)

Le rôle de l'agriculture urbaine dans la lutte contre la malnutrition : leçons et expériences des Régions d'Ouganda, **M. John M Behangaana**, Secrétaire Général de l'Association des Autorités Urbaines d'Ouganda (UAAU)

Le développement du jardinage, de l'agriculture urbaine et péri urbaine est une solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire des populations et notamment agir sur le volet des carences alimentaires. L'expérience a montré qu'il n'est pas nécessaire de posséder un lopin de terre pour produire ce qu'on mange et lutter contre la malnutrition. A Kampala 50% des terrains sont utilisés pour l'agriculture urbaine. 85% des ménages ont des jardins d'arrière cour et 75% des personnes impliquées sont des femmes. Cette agriculture de subsistance permet de lutter contre la malnutrition. Les 25 à 26% de femmes qui restent s'activent autour de l'élevage et du développement de champignons comestibles. L'agriculture urbaine au niveau des Régions n'est pas appuyée et les gouvernants gagneraient à l'organiser, car par exemple 40% de la production dans Kampala est générée par la ville. Cette agriculture périurbaine est également très développée dans d'autres pays. Dakar produit 60% des légumes consommées au Sénégal. Le développement de cette agriculture urbaine peut aider à réduire la malnutrition.

B. Synthèse des débats et recommandations

Au cours des exposés et des discussions qui ont suivies des présentations, certaines données clés nous sont apparues dont la synthèse peut être faite de la façon suivante :

I- CONSIDERATIONS GENERALES

Les actions des Régions en matière de sécurité alimentaire doivent viser "à garantir à leurs populations, notamment les plus vulnérables et à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine, et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et en micronutriments pour mener une vie saine et active".

Ainsi, il ressort des discussions que toute stratégie des Régions en matière de sécurité alimentaire doit donc s'intéresser à la disponibilité des aliments, la stabilité de l'approvisionnement, l'accessibilité aux ménages et la durabilité, la valeur nutritionnelle des aliments et leur qualité, la couverture des besoins nutritionnels et l'état nutritionnel et sanitaire des personnes, leurs habitudes alimentaires et l'environnement. Elle doit aussi prendre en compte les dimensions politiques et institutionnelles liées à l'alimentation.

Une des conséquences de l'insécurité alimentaire est la malnutrition sous ses différentes formes et dont l'impact négatif sur la santé des individus, sur la communauté et le développement de la région est considérable. Partant de ce constat, les différentes Régions doivent, pour se développer :

- Avoir des stratégies claires de lutte contre la malnutrition basée sur des études diagnostiques partagées par l'ensemble des acteurs (alliance public-privé pour un diagnostic exhaustif de la situation de la région) ;
- Générer des plans et programmes pour asseoir une sécurité alimentaire durable ;
- Promouvoir le soutien à la planification décentralisée ;

- Promouvoir l'utilisation des aliments locaux de manière suffisamment diversifiée par une bonne politique de production et de transformation par les acteurs (y compris l'agriculture urbaine et péri-urbaine) ;
- Promouvoir les recettes culinaires locales culturellement acceptables ;
- Promouvoir l'information et l'éducation nutritionnelle des populations ;
- Développer les cantines scolaires avec des menus exclusivement basés sur les produits locaux à hautes valeurs nutritives et les rendre accessibles aux élèves de parents peu aisés pour favoriser leur présence à l'école. .

II- DONNEES CLES RELEVees

2.1- AUTONOMIE DES REGIONS

- 2.1.1-** Rôle éminent des Régions dans la lutte contre la malnutrition et l'émergence de la sécurité alimentaire. Pour ce faire, il faut :
- Le développement des finances locales sur la base de la valorisation des potentialités existantes de nature à soustraire les régions du cycle erratique des finances publiques
 - La valorisation suppose de la créativité et de l'imagination, d'où un besoin d'échanges de savoirs et de compétences
- 2.1.2-** L'échelle régionale est jugée pertinente pour la lutte contre la malnutrition car, c'est à ce niveau que se retrouve les plus pauvres dont les besoins doivent être pris en priorité pour éviter la malnutrition endémique. La prise en considération des exigences de cette catégorie suppose :
- Un diagnostic participatif associant tous les acteurs
 - Une Validation scientifique et technique
 - Et une mise en cohérence
- 2.1.3-** Promotion de l'agriculture à divers niveaux
- Appui aux producteurs et les sensibiliser sur les exigences des consommateurs (formation, etc.)
 - Impulsion des relations villes-campagnes par l'amélioration des circuits commerciaux des produits locaux, ce qui est de nature à limiter les effets de la spéculation de certains distributeurs et de créer des partenariats entre Régions

2.2- INFORMATIONS ET FORMATION DES ACTEURS ET DES POPULATIONS

- Échanges sur la diversité des systèmes de valeurs et la spécificité des régions
- Education nutritionnelle et communicationnelle
- Apprentissage

2.3- ECHANGE ET DIALOGUE SOCIAL POUR LA DURABILITE DES POLITIQUES

- 2.3.1-** Cohérence entre les politiques nationales et régionales
- Transferts des moyens (décentralisation fiscale évoquée)
- 2.3.2-** Coopération entre les Régions sur la base d'avantages comparatifs nets :
- Secteur public et secteur privé ;
 - Secteur politique
 - Implication de la société civile
- 2.3.3-** Dynamique participative et consensus dans la démarche d'élaboration des plans de développement
- 2.3.4-** Gestion des projets et programmes élaborés de façon participative en ayant des objectifs très clairs.

III- RECOMMANDATIONS

- 3.1.** Documentation et mise à l'échelle des expériences réussies (pour dépasser les phases pilotes)
- 3.2.** La participation des populations est fondamentale dans les stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire

- 3.3. Une approche systémique (holistique) et intersectorielle du fait que la malnutrition évolue en fonction des saisons
- 3.4. Les alliances (démarches pluridisciplinaires comme l'intégration systématique du volet nutrition dans les politiques de sécurité alimentaire)
- 3.5. Élargir l'éducation nutritionnelle au niveau :
 - Des écoles : les maîtres doivent être invités à en parler
 - Des leaders d'opinion (marabouts, guérisseurs, etc.)
- 3.6. Amélioration des circuits d'accès au marché
- 3.7. Les Régions doivent négocier avec les États et invoquer l'argument du besoin d'adaptation des politiques au niveau territorial pour plus d'efficacité
- 3.8. La lutte contre la malnutrition suppose la promotion et la consommation des produits locaux disponibles
- 3.9. Implication des familles
 - Mener une planification au niveau des hommes et des femmes
- 3.10. Instituer une foire municipale et la démultiplication des expériences
- 3.11. Monitoring comme principe majeur pour constater les progrès réalisés et ce qui reste à faire